

Commissaire aux Comptes

Stéphane GRENOUILLEAU
Xavier REBEL
Karine BERNARD
Samuel LE MELLAY
David RENOU
Emmanuelle MÉREL
Benjamin BELLIER
Commissaires aux Comptes
Associés

**ASSOCIATION LIGERIEENNE D'AIDE
AUX HANDICAPES MENTAUX ET INADAPTES
(A.L.A.H.M.I.)**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2024

**ASSOCIATION LIGERIEENNE D'AIDE
AUX HANDICAPES MENTAUX ET INADAPTES**

Route de Chalonnes
CHEMILLE-MELAY
49120 CHEMILLE EN ANJOU

www.sorex.pro

ANGERS :
3, rue Fernand-Forest
BP 70814
49009 ANGERS cedex 01
Tél. 02 41 68 66 11
E-mail : sorex.angers@sorex.pro

CHOLET :
Bâtiment «Le Sémaphore»
16, boulevard Faïdherbe
BP 11964
49319 CHOLET cedex
Tél. 02 41 65 84 55
E-mail : sorex.cholet@sorex.pro

Membre indépendant de l'Alliance Eurus | BKR International

SAS au capital de 400 000 € - RCS ANGERS B 063 200 877 - Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région d'Angers et sur la liste des commissaires aux comptes près la Cour d'Appel d'Angers
SIRET 063 200 877 00072 - APE 6920Z - TVA FR41063200877

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Aux membres de l'association ALAHMI,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Ligérienne d'Aide aux Handicapés Mentaux et Inadaptés (A.L.A.H.M.I.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits caractéristiques postérieurs à la clôture de l'exercice » relatif à l'absence de signature du CPOM et ses conséquences sur l'activité de l'association ALAHMI.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note de l'annexe « Affectation du résultat », l'association propose les affectations de résultat puis procède à la comptabilisation de ses résultats selon les décisions rendues par les autorités de contrôle.

Nous avons examiné la correcte transcription comptable des décisions d'affectation de résultats des autorités de tutelle conformément aux dispositions du CASF.

Par ailleurs l'annexe expose les modalités de comptabilisation et de facturation des différents produits d'activité.

Nous avons examiné la correcte reconnaissance de ces revenus dans les comptes de l'association.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cholet, le 3 juin 2025

SAS SOREX
Commissaire aux comptes

Stéphane GRENOUILLEAU
Commissaire aux comptes Associé
Mandataire social



Benjamin BELLIER
Commissaire aux comptes Associé



ÉTATS FINANCIERS

ANNEXES

Bilan propre (résultat non affecté) ACTIF				
ALAHMI - Périodes de : 01/2024 à 12/2024				
Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	140 377,88	119 357,79	21 020,09	48 018,88
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 362 816,59	527 551,07	835 265,52	862 302,17
Constructions	51 289 863,91	23 086 411,02	28 203 452,89	28 919 585,61
Installations techniques, matériels et outillage	5 182 410,81	3 992 851,22	1 189 559,59	1 103 396,88
Autres immobilisations corporelles	2 756 357,66	2 149 292,57	607 065,09	629 531,05
Immobilisations corporelles en cours	5 861,99	0,00	5 861,99	683 329,33
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations	4 220,00		4 220,00	4 220,00
Autres titres immobilisés	2 813 561,05		2 813 561,05	4 272 390,08
Prêts			0,00	0,00
Autres immobilisations financières	29 910,22		29 910,22	35 560,22
TOTAL I	63 585 380,11	29 875 463,67	33 709 916,44	36 558 334,22
Comptes de liaison (I)				
TOTAL II	0,00		0,00	0,00
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements	101 947,68		101 947,68	96 004,97
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	209,06		209,06	361,18
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	880 044,02		880 044,02	831 708,93
Autres créances	195 882,37		195 882,37	355 274,77
Valeurs mobilières de placement	2 585 564,85		2 585 564,85	1 510 000,00
Disponibilités	3 432 643,08		3 432 643,08	4 294 019,91
Charges constatées d'avance	408 139,07		408 139,07	422 526,79
TOTAL III	7 604 430,13	0,00	7 604 430,13	7 509 896,55
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV	886 437,80		886 437,80	965 968,05
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	72 076 248,04	29 875 463,67	42 200 784,37	45 034 198,82
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : 1 075 926,39 Dont à plus d'un an : 0,00				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.				

Bilan propre (résultat non affecté) PASSIF		
ALAHMI - Périodes de : 01/2024 à 12/2024		
Libellé	Montant net 31/12/2024	Montant net 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	450 140,19	450 140,19
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	1 207 259,90	1 202 759,90
Réserves de compensation	2 545 117,88	1 821 954,25
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	1 028 452,31	2 046 550,55
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	1 068 523,49	1 210 345,97
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-1 143 074,94	-1 143 074,94
Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-465 766,27	-465 766,27
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	-915 725,17	-432 257,09
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	8 084 161,46	8 542 688,10
Provisions réglementées :		
dont Couverture du besoin en fonds de roulement		
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	375 013,43	375 013,43
dont Réserves des plus-values nettes d'actif	1 030 099,81	1 022 866,03
Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	13 264 202,09	14 631 220,12
Comptes de liaison		
TOTAL II	0,00	0,00
Provisions pour risques	30 686,00	54 818,00
Provisions pour charges		
Fonds reportés liés aux legs pour donations		
Fonds dédiés	4 093 526,46	4 531 036,20
TOTAL III	4 124 212,46	4 585 854,20
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	19 442 684,18	20 356 345,11
Emprunts et dettes financières divers (3)	180 650,00	180 780,00
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs	0,00	331,82
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	1 773 678,59	1 799 514,38
Dettes sociales et fiscales	3 271 732,16	3 058 482,08
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	33 752,81	221 591,44
Autres dettes (5)	94 640,99	180 044,52
Produits constatés d'avance	15 231,09	20 035,15
TOTAL IV	24 812 369,82	25 817 124,50
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	42 200 784,37	45 034 198,82
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an : 0,00 Dont à moins d'un an : 1 773 678,59		
(5) Dont fonds des majeurs protégés : 6 818,47		

Compte de résultat M22 (résultat non affecté) CHARGES		
ALAHMI - Périodes de : 01/2024 à 12/2024		
CHARGES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock		
Achats d'autres approvisionnements	684 169,04	679 182,59
Variation de stock	-5 942,71	17 219,52
Achats non stockés de matières et fournitures	1 496 924,79	1 589 781,71
Services extérieurs et autres	9 616 962,80	9 761 776,51
Impôts, taxes et versements assimilés :		
- sur rémunérations	1 325 334,35	1 215 675,21
- autres	163 408,76	165 566,37
Charges de personnel :		
- salaires et traitements	12 369 094,01	11 628 748,67
- charges sociales	4 794 942,79	4 384 398,02
Dotations aux amortissements et provisions :		
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations	2 245 633,03	2 153 118,35
- des charges d'exploitation à répartir		
Dotations aux provisions :		
- sur actif circulant	0,00	24 441,76
- pour risques et charges d'exploitation	30 686,00	54 818,00
Engagements à réaliser sur ressources affectées	211 115,05	111 900,00
Autres charges	99 464,23	45 763,30
TOTAL I	33 031 792,14	31 832 390,01
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	837 049,44	812 571,01
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		364,67
TOTAL II	837 049,44	812 935,68
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant	899 623,35	69 942,16
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	53 129,11	118,06
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	7 233,78	
- dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- dotations aux autres provisions réglementées		
Impôts sur les sociétés		
TOTAL III	959 986,24	70 060,22
TOTAL DES CHARGES (I + II + III)	34 828 827,82	32 715 385,91
RESULTAT CREDITEUR = Excédent	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	34 828 827,82	32 715 385,91

Compte de résultat M22 (résultat non affecté) PRODUITS ALAHMI - Périodes de : 01/2024 à 12/2024		
PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue :		
- prestations de services		
- divers	2 370 238,72	2 297 940,42
Production stockée ou déstockage de production		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	29 031 140,78	28 195 021,53
Subventions d'exploitations et participations	6 469,30	5 066,51
Reprises sur amortissements et provisions	79 259,76	
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	648 624,79	1 016 681,26
Transferts de charges		
Autres produits	7 190,00	9 399,60
TOTAL I	32 142 923,35	31 524 109,32
PRODUITS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations financières	104 711,66	74 344,54
Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	196 960,24	131 388,65
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL II	301 671,90	205 733,19
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	996 804,76	54 169,81
- exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	471 702,64	478 400,12
Reprises sur provisions :		
- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- reprises sur autres provisions		20 716,38
Transferts de charges		
TOTAL III	1 468 507,40	553 286,31
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)	33 913 102,65	32 283 128,82
RESULTAT DEBITEUR = Déficit	915 725,17	432 257,09
TOTAL GENERAL	34 828 827,82	32 715 385,91

PRÉSENTATION

Les comptes annuels sont composés :

- Du bilan consolidé de l'association,
- Du compte de résultat consolidé,
- De tableaux annexes détaillant certains postes,
- De commentaires permettant de comprendre les données chiffrées.

Ces comptes ont été audités par le commissaire aux comptes de l'association conformément à la réglementation en vigueur.

Après présentation au Comité Social et Economique Central, pour avis, ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'ALAHMI et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

EVENÈMENTS PARTICULIERS

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Deux emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts présentaient des taux d'intérêt de 2,90 % avec un terme en 2048 et un troisième un taux de 3,25 % arrivant à terme en 2051. Courant 2021 des négociations ont été menées auprès de la Caisse des Dépôts afin d'optimiser le coût de ces prêts. Toutes les conditions ayant été requises au cours du début de l'année 2022, la Caisse des Dépôts a confirmé ces trois réaménagements de prêts le 25 février 2022. Ce réaménagement a consisté de passer d'un taux fixe en un taux variable (0,90 % fixe + taux du livret A) permettant une économie de 1,50 à 1,85 point de taux d'intérêts. Le versement d'une soulte a accompagné ce réaménagement mais qui était compensé par l'économie d'intérêts or lors de la négociation l'association était loin de s'imaginer que les taux d'intérêts du livret A allaient connaître une revalorisation conséquente. Cette revalorisation a un impact important sur les charges financières de 2024.

Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt émis par l'ARS des Pays de la Loire portant sur la transformation de l'offre médico-sociale en faveur de l'inclusion et l'autonomie des adultes en situation de handicap, l'ALAHMI avait reçu fin 2018 des crédits non reconductibles pour l'installation de 5 places de MAS externalisées. Après recherche de partenaires immobiliers, Maine et Loire Habitat a proposé 2 logements sur la commune de Chemillé livrés en juin 2021 et Saumur Habitat, 3 logements sur la commune de Saumur livrés en juin 2022. De nombreuses démarches ont été nécessaires pour faire connaître cette nouvelle modalité de prise en charge et à force de persévérance, nous avons reçu quelques candidatures permettant d'ouvrir ces logements au cours du 1^{er} trimestre 2023. Ces services expérimentaux ont donc été installés grâce à la constitution de fonds dédiés issus des CNR perçus et d'excédents de gestion ainsi que d'une imputation sur la dotation globale de financement de l'ARS. Ces services fonctionnaient donc en partie grâce à des crédits « starters » qui sont devenus insuffisants à compter de 2024. L'ALAHMI comptait pérenniser ces services lors de la négociation du CPOM qui devait avoir lieu en 2023 puis en 2024 et obtenir le financement complémentaire nécessaire.

Les contrats d'électricité et de gaz de ville sont arrivés à échéance au 31 décembre 2022 ; suite à un appel d'offre réalisé par un courtier en énergie de nouveaux contrats ont été souscrits pour les années 2023 et 2024 mais avec un très fort accroissement des tarifs. Au titre de l'année 2024, l'association a bénéficié du bouclier tarifaire pour le gaz mais plus de l'amortisseur pour l'électricité.

Le 13 janvier 2024 au soir une chaudière a explosé sur le site de La Rogerie situé sur la commune de La Jumellière conduisant à la fermeture des locaux du fait de l'absence de chauffage et d'eau chaude. Aucun dommage corporel tant envers les personnes accueillies que les salariés n'ont été constatés. L'association a

tout mis en œuvre pour procéder au relogement des personnes accueillies ; après une période transitoire où certains ont été pris en charge au sein des établissements de Chemillé ou par leurs familles, progressivement trois lieux temporaires d'accueil ont été installés. Après de rapides démarches auprès de notre assureur, les travaux de remise en service ont été engagés et l'ensemble des personnes accueillies ont retrouvé leur lieu d'hébergement vers la mi-mai 2024. Suite aux différentes expertises, l'association a été dégagée de toute responsabilité et par conséquent les frais de relogement, de remise en service et de réparation devraient être pris en charge par les assurances. Après déduction de la franchise et de taux de vétustés, l'ensemble des dépenses engagées pour le relogement et la réouverture du site ont été pris en charge par notre assureur. A ce jour reste donc à percevoir l'indemnisation de la remise en état de la partie sinistrée pour laquelle les travaux ne sont pas encore engagés du fait d'une expertise judiciaire en cours.

Bien que les échéances relatives à l'obligation de mise en œuvre de la dématérialisation des factures aient été reportées, l'association a engagé courant 2023 divers appels d'offre et a débuté ce processus à la mi-janvier 2024.

FAITS CARACTÉRISTIQUES POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

En l'absence de signature du nouveau CPOM, les services expérimentaux portant sur la transformation de l'offre médico-sociale en faveur de l'inclusion et l'autonomie des adultes en situation de handicap (SAVA et Appr'T) vont fermer courant 2025. Le financement de ces services était principalement issu de fonds dédiés qui ont été épuisés courant 2024. La pérennisation financière du projet devait être un des axes du nouveau CPOM or ce dernier n'étant toujours pas signé, l'association n'est pas en capacité de faire face aux dépenses de ces services et est donc contrainte de les fermer.

A la demande de l'ALAHMI, une rencontre a été organisée début 2025 avec l'ARS et le Département de Maine et Loire afin de faire le point sur les dispositifs issus des lots 2 et 3 de l'appel à candidatures (Accueil de répit à l'IME La Monneraie et SAVA Les Logis du Bois), émis par l'ARS et le Département de Maine et Loire, portant sur l'offre d'accueil et d'accompagnement des jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE) en situation de handicap. Lors de cette rencontre le représentant du Conseil Départemental a annoncé que le Département disposait de crédit pour le SAVA Les Logis du Bois que pour le premier semestre 2025 ; en l'absence de financement, ce service va donc fermer courant 2025. Les moyens alloués par l'ARS pourraient être redéployés vers l'accueil de répit de l'IME La Monneraie afin d'étendre son offre.

Le contrat de prestation de restauration qui arrivait à échéance en novembre 2024 avait été reconduit pour une année supplémentaire. Fin 2024, une réflexion portant sur la reprise en gestion propre a été menée et début 2025, l'association a retenu cette nouvelle modalité de fonctionnement. Des rencontres sont donc menées avec le prestataire actuel afin de définir les modalités de transfert d'activité notamment en ce qui concerne la reprise de personnel.

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable particulier du secteur social et médico-social.

L'exercice considéré a débuté le 1^{er} janvier 2024 pour se terminer le 31 décembre 2024 et a donc eu une durée de 12 mois.

Le total du bilan est de 42 200 784,37 €.

Le total des produits inscrits au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste est de 33 913 102,65 € et le total des charges s'élève à 34 828 827,82 € présentant de ce fait un résultat comptable déficitaire de 915 725,17 €. Afin de procéder à la détermination du résultat administratif, résultat retenu par nos autorités de contrôle et de tarification, il faut réintégrer la reprise de résultats de 2022 pour 446 348,60 €. Suite à ces opérations, il est dégagé un résultat administratif déficitaire de 469 376,57 €.

L'ALAHMI réalise des comptes consolidés correspondant à l'ensemble du périmètre suivant :

- IME La Monneraie (Chemillé)
- IME Vallée de l'Anjou (Vernantes)
- SESSAD Vallée de l'Anjou (Chemillé et Vernantes)
- MAS Le Gibertin (Chemillé)
- MAS La Rogerie (La Jumellière)
- FAM Les Logis du Bois (Vernantes)
- FAM Le Gibertin (Chemillé)
- FV Les Logis du Bois (Vernantes)
- FV Le Gibertin (Chemillé)
- FV La Rogerie (La Jumellière)
- SAVA Les Logis du Bois (Saumur)
- Siège Social (Chemillé)
- Association (Chemillé)

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

RAPPEL DES PRINCIPES

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation.
- Indépendance des exercices.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sous réserve de l'adoption du nouveau règlement ANC 2018-06.
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement ANC 2014-03 et ANC N° 2019-04 relatives au Plan Comptable Général.
- Le règlement N°99.01 du 16 février 1999, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des association et fondation, est appliqué.
- Les nouvelles règles comptables relatives aux actifs et aux amortissements par composant, issus des règlements CRC 2002-10 et 2004-06 n'ont pas entraîné d'impacts significatifs. L'analyse des immobilisations antérieures au 1^{er} janvier 2005 n'a conduit à aucune décomposition, par contre toutes les acquisitions postérieures au 1^{er} janvier 2005 sont enregistrées par composants.

Le règlement ANC n°2022-06 visant à moderniser les états financiers et le plan de compte des entreprises prévoit plusieurs changements, notamment une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel, la suppression des transferts de charges et la rationalisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers. Ce règlement s'appliquera obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 ; l'ALAHMI a décidé de ne pas anticiper cette échéance.

ORGANISATION COMPTABLE

Conformément aux préconisations du rapport d'audit budgétaire et financier réalisé en mai 2009, depuis 2011 il a été créé un dossier comptable par établissement afin notamment de dissocier les différentes comptabilités des établissements du Gibertin et de la Rogerie.

ECRITURES RÉCIPROQUES

Dans un souci d'une image sincère et véritable des comptes, la présentation du compte de résultat intègre le retraitement des écritures réciproques entre établissements. Ces écritures sont de trois natures :

- Les frais de siège.
- La facturation des périodes de stages de résidents entre établissements de l'association.

- Le versement d'une subvention de l'association au Siège Social dans le cadre de l'utilisation des locaux et de la mise à disposition de personnel.

Ces opérations ne sont inscrites que dans les états financiers consolidés.

CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIF ET DE MOYENS

Le 26 avril 2016 a été signé un second Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre l'ALAHMI et l'ARS Pays de la Loire pour la période 2016 à 2021.

Ce contrat repose sur :

- Un état des lieux partagé.
- La définition partagée pour les établissements et services gérés par l'ALAHMI d'une dotation budgétaire servant de référence à l'exécution des dispositions du contrat et à l'accomplissement des objectifs spécifiques des parties.
- La définition d'objectifs pluriannuels d'amélioration de la qualité du service à atteindre par les établissements et services gérés par l'ALAHMI.
- La mise en œuvre d'une politique de convergence tarifaire au sein des établissements médico-sociaux gérés par l'ALAHMI.
- La définition des modalités d'évolution annuelle des moyens financiers accordés.
- L'autonomie de gestion consentie à l'ALAHMI pour répartir et gérer les moyens financiers accordés, accomplir la mission d'intérêt général confiée et atteindre les objectifs définis.
- Les contrôles et les évaluations réalisés par l'ARS Pays de la Loire sur la qualité de réalisation de la mission confiée, sur l'atteinte des objectifs et le respect des contraintes légales et conventionnelles.
- Un réexamen régulier et un réajustement éventuel des objectifs fixés ou des moyens alloués à l'association en fonction de l'évolution des besoins à couvrir, de l'évolution de la législation et de la réglementation.

Les établissements entrant dans le périmètre de ce contrat sont :

- L'IME La Monneraie,
- L'IME Vallée de l'Anjou,
- Le SESSAD Vallée de l'Anjou,
- La MAS Le Gibertin,
- La MAS La Rogerie,
- Le FAM Les Logis du Bois (Budget soins),
- Le FAM Le Gibertin (Budget soins).

Un des éléments de ce contrat repose sur le principe de la dotation globalisée ; il est alloué à l'association une dotation annuelle globalisée versée par douzième tout au long de l'année et il n'est plus réalisé de facturations à la journée de présence. Par ailleurs la dotation globalisée ne comporte pas les recettes liées à la tarification auprès des Conseils Départementaux des prix de journée des jeunes adultes en situation d'amendement Creton.

Le CPOM en cours ayant été signé avant l'instauration de la présentation des états budgétaires et des résultats aux autorités de tarification au format EPRD, les comptes administratifs 2024 ont été établis conformément à la procédure du budget exécutoire.

Le CPOM, arrivé à échéance au 25 avril 2021, a été prorogé jusqu'à la négociation d'un nouveau contrat. L'arrêté ARS-PDL/DOSA/PPA-PPH/016-2022/49 du 30 décembre 2022 fixant la programmation prévisionnelle des CPOM avait prévu la conclusion du nouveau contrat pour l'ALAHMI en 2023. Ce prochain CPOM sera tripartite (ARS, Conseil Départemental et ALAHMI) afin d'englober tous les établissements de l'association. Une réunion de diagnostic ainsi que la proposition de fiches action a eu lieu au cours du dernier trimestre 2023 et les négociations se sont poursuivies en 2024 avec pour objectif de signer le nouveau CPOM portant sur les années 2024 à 2028. Les négociations étant toujours en cours au 31 décembre 2024, le nouveau CPOM, en cas d'issue favorable aux tractations, portera donc sur les exercices 2025 à 2029.

PRIX DE JOURNÉE GLOBALISÉ DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAINE ET LOIRE

Dans le cadre de la réforme de la tarification engagée par le département de Maine et Loire, il a été prévu que le prix de journée soit versé sous forme d'une dotation globalisée suivant les modalités réglementaires énoncées aux articles R.314-106 et suivants.

La dotation globalisée est calculée en multipliant le prix de journée retenu par le nombre prévisionnel de journées à la charge du Département de Maine et Loire. Le paiement de cette dotation se fait ensuite par versement d'un 12ème chaque mois.

Chaque établissement relevant de l'autorité du Conseil Départemental de Maine et Loire a sa propre dotation et les négociations budgétaires restent annuelles, contrairement à l'ARS il n'y pas de globalisation des dotations au niveau de l'association, ni de contrat signé entre les deux parties pour une durée de 5 années.

Les recettes versées par les autres départements se font toujours par le biais d'une facturation mensuelle.

Cette disposition a pris effet au 1er juin 2013 et concernent :

- Le FAM Les Logis du Bois (Budget hébergement),
- Le FAM Le Gibertin (Budget soins),
- Le FV Les Logis du Bois,
- Le FV Le Gibertin,
- Le FV La Rogerie.

A compter de 2025, ces dotations devraient être intégrées à la dotation globale du CPOM.

FACTURATION DES JOURNÉES DE PRÉSENCE DES JEUNES ADULTES RELEVANT DE L'AMENDEMENT CRETON

Conformément à la réglementation en vigueur, les jeunes adultes ayant atteint l'âge de 20 ans sont maintenus au sein de nos IME dans l'attente d'une place dans le secteur adulte.

Les personnes accueillies ayant une orientation relevant d'un établissement sous financement de l'ARS (MAS ou ESAT) ne font l'objet d'aucune facturation à l'assurance maladie, le budget de l'IME couvrant leur prise en charge.

Les journées réalisées par les personnes ayant une orientation en FV, FAM ou FH/ESAT conduisent à une facturation au Conseil Départemental. Ces recettes sont ensuite collectées par l'ARS avec un décalage de 2

années et venaient jusqu'en 2019 en complément de la dotation globale déterminée par l'ARS. En 2020 ces recettes facturées en 2018 ont été déduites du budget de l'année réduisant de ce fait considérablement notre niveau de dépenses.

Pour ce qui concerne l'exercice 2024 :

- La facturation des journées « Cretons » 2022 a été déduite de la dotation budgétaire pour la somme de 446 348,60 €,
- La facturation 2024 émise envers les Conseil Départementaux et qui aura un impact sur le budget 2026 s'est élevée à 619 566,86 €.

Lors du passage en EPRD, ces journées seront inscrites en recettes au budget même de l'année, évitant ainsi la reprise par l'ARS à N+2.

INCIDENCE DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Nous n'avons procédé à aucun changement de méthode, au cours de cet exercice, susceptibles d'influencer la présentation et la lecture des comptes.

INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

PRÉSENTATION

Les immobilisations correspondent aux éléments identifiables du patrimoine, contrôlés par l'entité et procurant des avantages économiques futurs.

Les immobilisations corporelles sont ventilées en fonction des éléments principaux qui les composent (composants) et qui ont une durée réelle d'utilisation différente de l'immobilisation principale. Seuls les composants représentant un élément substantiel d'une immobilisation doivent être identifiés.

Au 1er janvier 2005 aucun retraitement n'a été effectué sur les immobilisations incorporelles et corporelles ni sur leur durée d'utilisation.

Les immobilisations décomposables à l'origine sont amorties sur la durée réelle d'utilisation propre à chaque composant.

Les immobilisations non décomposables à l'origine sont amorties sur la durée réelle d'utilisation.

Méthodes utilisées

Les subventions d'équipement à caractère exceptionnel, qui ne doivent pas induire, à la demande de l'autorité de contrôle, de surcoûts sur les exercices budgétaires sont traitées de la manière suivante :

- Amortissement de l'immobilisation.
- Rapport de la subvention au résultat de l'exercice au même rythme que l'amortissement.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations ou frais financiers) ou à leur coût de production.

Le transfert du patrimoine mobilier et immobilier du site de Vernantes en 2003 a été comptabilisé en reprenant les valeurs figurant au bilan de l'AP AIS.

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des biens. Pour le site de Vernantes, le mode et le taux d'amortissement retenus par l'AP AIS ont été maintenus.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- Construction, aménagement : 10 à 50 ans
- Matériels, installations : 4 à 10 ans
- Matériels de transport : 4 à 7 ans
- Mobilier : 3 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé, sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

EVOLUTION DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions	Transferts entre étés	Sorties	Valeur brute en fin d'exercice
Frais d'établissement	0				0
Autres immobilisations incorporelles	140 378				140 378
Autres immobilisations incorporelles en-cours	0				0
TOTAL	140 378	0	0	0	140 378
Terrains et agencements de terrains	1 355 822	6 994			1 362 817
Constructions	50 329 325	1 037 468		76 929	51 289 864
Installation techniques, matériel et outillage	4 989 756	325 888		133 234	5 182 411
Autres immobilisations corporelles	2 745 549	221 940	81 748	292 880	2 756 358
Immobilisations corporelles en-cours	683 329	427 540		1 105 007	5 862
TOTAL	60 103 782	2 019 831	81 748	1 608 050	60 597 311
Participations	4 220				4 220
Créances rattachées à des participations	4 272 390	25 320		1 484 149	2 813 561
Autres titres immobilisés	0				0
Autres immobilisations financières	35 560	9 350		15 000	29 910
TOTAL	4 312 170	34 670	0	1 499 149	2 847 691
TOTAL GENERAL	64 556 330	2 054 500	81 748	3 107 199	63 585 380

Les immobilisations financières sont inscrites pour leur valeur brute et aucune provision pour dépréciation n'est constituée du fait que le capital est garanti à l'échéance.

EVOLUTION DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS	Valeur en début d'exercice	Dotations	Transferts entre états	Sorties ou reprises	Valeur en fin d'exercice
Frais d'établissement	0				0
Autres immobilisations incorporelles	92 359	26 999			119 358
TOTAL	92 359	26 999	0	0	119 358
Terrains et agencements de terrains	493 520	34 031			527 551
Constructions	21 409 740	1 707 676		31 005	23 086 411
Installation techniques, matériel et outillage	3 886 359	239 683		133 191	3 992 851
Autres immobilisations corporelles	2 116 018	237 244		203 969	2 149 293
TOTAL	27 905 637	2 218 634	0	368 165	29 756 106
TOTAL GENERAL	27 997 996	2 245 633	0	368 165	29 875 464

Les amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue.

STOCKS

Les matières, marchandises et fournitures ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires inclus).

ETAT DES CRÉANCES

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Créances	Montant total brut	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations	4 220			4 220
Autres titres immobilisés	2 813 561	90 000	2 000 000	723 561
Autres immobilisations financières	29 910	9 000		20 910
TOTAL	2 847 691	99 000	2 000 000	748 691
Actif circulant				
Avances et acomptes versés sur commandes	209	209		
Créances redevables et comptes rattachés	880 044	880 044		
Autres créances	195 882	195 882		
Charges constatées d'avance	408 139	105 663	73 870	228 606
TOTAL	1 484 275	1 181 799	73 870	228 606
Charges à répartir sur plusieurs exercices	886 438	76 097	270 115	540 226
TOTAL GENERAL	5 218 404	1 356 896	2 343 985	1 517 523

DISPONIBILITÉS

Les liquidités en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

FONDS ASSOCIATIFS

Dans les courriers du 21 avril 2006 (DDASS) et du 05 mai 2006 (DDSS), il est précisé que les produits financiers réalisés seront désormais affectés aux fonds associatifs. Ces produits financiers seront utilisés dans le but de financer des charges de fonctionnement de l'association ou des investissements de l'un des établissements. De ce fait il a été créé une comptabilité propre à l'association où sont inscrits ces produits financiers ainsi que les résultats antérieurs refusés par les financeurs restant à la charge de l'association.

Depuis 2008, les produits financiers nets d'impôts et après déduction des frais de fonctionnement de l'association sont virés en provision réglementées conformément au CASF (R.314-95).

RÉSERVES

RESERVES	Valeur en début d'exercice	Dotations	Transferts entre réserves	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Excédent affecté à l'investissement	1 202 760	4 500			1 207 260
Réserves de compensation	1 821 954	51 629	1 021 583	350 049	2 545 118
Réserve de couverture du BFR	2 046 551	3 485	-1 021 583		1 028 452
Autres réserves	0				0
TOTAL GENERAL	5 071 265	59 614	0	350 049	4 780 830

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Les résultats de l'exercice 2024 des établissements sont placés sous le contrôle des tiers financeurs ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des administrations de tarification.

Les comptes administratifs 2023 relevant des établissements sous contrôle du Département de Maine et Loire sont toujours en attente d'approbation de la part de cette autorité de contrôle.

SUBVENTIONS

Les subventions d'investissement sont amorties au même rythme que l'amortissement des biens ayant fait l'objet desdites subventions.

Depuis l'exercice 2020, toutes les subventions font l'objet d'un amortissement. En ce qui concerne celles qui ne donnaient pas lieu à amortissement jusqu'au 31 décembre 2019, le montant qui aurait dû être amorti a été retranché des comptes de subvention pour être inscrit en report à nouveau.

SUBVENTIONS	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Subventions d'investissement	8 542 688	1 176	459 703	8 084 161

PROVISIONS

PROVISION POUR CONGÉS À PAYER

Les dettes pour congés à payer sont des dettes certaines qui doivent être comptabilisées à la clôture de l'exercice, en application du Plan Comptable Général. L'article R.314-26 alinéa 9 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) pose le principe du non-financement de la charge correspondante pour les établissements Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS). Pour mettre fin à ces contradictions, un avis C.N.C. du 04 mai 2007 et une instruction N°DGAS/SD5B/200/319 du 17 août 2007 ont été émises.

Les règles suivantes ont été appliquées :

- La dette pour congés à payer antérieure au 1er janvier 2007 a été comptabilisée à l'ouverture de l'exercice 2007 directement en déduction des fonds propres dans un compte 114. Ce compte présente un solde débiteur de 1 143 074,94 €.
- A la clôture de l'exercice, la variation de congés à payer a été constatée dans le compte de résultat de l'exercice.

AUTRES PROVISIONS

PROVISIONS	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Provisions réglementées	1 397 879	7 234		1 405 113
Provisions pour risques	54 818	30 686	54 818	30 686
Provisions pour travaux	0			0
Provisions pour charges	0			0
TOTAL	1 452 697	37 920	54 818	1 435 799

FONDS DÉDIÉS

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC et au règlement ANC 2018-06.

Les financements concernés sont :

- D'une part, les Crédits Non Reconductibles affectés à un projet par les tiers financeurs et non utilisés à la clôture.
- D'autre part, les fonds de gestion non utilisés à la clôture pour lesquels le Conseil d'Administration les a affectés à un projet défini.

L'engagement est inscrit en charge dans un compte 689 « Engagement à réaliser » et figure au passif du bilan dans un compte 19 « Fonds dédiés ». Lors de la réalisation du projet, la reprise se fait par le crédit d'un compte 789 « Reprise de fonds dédiés ».

Quelques fonds dédiés ont été retraités au 31 décembre 2024 en fonction de leur affectation relevant soit de l'investissements, soit du fonctionnement.

L'association a réalisé d'importants produits financiers au cours de l'année 2024 qui lui ont permis de créer des fonds dédiés à destination des établissements :

- Jardin sensoriel site de Chemillé (30 000 €)
- Réaménagement cour carrée Logis du Bois (30 000 €)
- Rénovation toiture château de Salboeuf (40 000 €)
- Reconstruction bâtiment La Rogerie suite sinistre (60 000 €)

FONDS DEDIES	Valeur en début d'exercice	Dotations	Retraitement	Reprises	Valeur en fin d'exercice
Fonds dédiés à l'investissement	2 763 925	171 317	-5 321	198 601	2 731 321
Fonds dédiés au fonctionnement	716 184	39 798	5 321	291 047	470 256
Fonds dédiés aux indemnités de retraite	185 275			125 711	59 564
Fonds dédiés sur dons et legs	865 652			33 266	832 386
TOTAL	4 531 036	211 115	0	648 625	4 093 526

ETAT DES DETTES

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

DETTES	Montant total brut	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit	19 442 684	1 266 368	4 365 829	13 810 488
Emprunts et dettes diverses	180 650	30 130	150 520	0
TOTAL	19 623 334	1 296 498	4 516 349	13 810 488
Autres dettes				
Avances et acomptes reçus sur commandes	0			
Redevables créditeurs	0			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 773 679	1 773 679		
Dettes fiscales et sociales	3 271 732	3 271 732		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	33 753	33 753		
Autres dettes	94 641	94 641		
Produits constatés d'avance	15 231	15 231		
TOTAL	5 189 036	5 189 036	0	0
TOTAL GENERAL	24 812 370	6 485 533	4 516 349	13 810 488

Etablissement	Capital restant du au 31/12/2023	Emprunt nouveau	Remboursement du capital	Intérêts courus au 31/12/2024	Capital restant du au 31/12/2024
IME La Monneraie	686 513	0	28 021	7 158	658 492
FV Le Gibertin	4 010 508	0	167 181	42 753	3 843 327
MAS Le Gibertin	5 104 302	0	248 953	56 140	4 855 349
FAM Le Gibertin	4 513 877	0	202 743	41 583	4 311 134
Siège Social	1 156 846	0	138 822	283	1 018 025
FV La Rogerie	519 496	172 171	100 000	952	591 667
FAM Les Logis du Bois	3 581 548	0	183 269	27 353	3 398 278
FV Les Logis du Bois	774 224	0	40 113	6 729	734 111
Association	0	30 000	0	0	30 000
TOTAL	20 347 314	202 171	1 109 101	182 950	19 440 384

*

L'emprunt nouveau figurant sur le FV La Rogerie correspond au déblocage final des fonds destinés à la restructuration du bâtiment. Le montant total de l'emprunt étant de 700 000 €.

L'emprunt nouveau affiché sur l'Association correspond à une avance attribuée par la commune de Chemillé en Anjou dans le cadre de la définition du projet d'habitat partagé sur le site de La Morosière appartenant à la commune de Chemillé en Anjou. Le remboursement de cette avance interviendra au plus tard le 31 décembre 2026.

Engagements donnés sur emprunts

F.A.M. Logis du Bois

- Hypothèque : 503 000,00 € (Capital restant dû 237 053,46 €)
- Hypothèque : 1 872 500,00 € (Capital restant dû 1 931 872,25 €)
- Hypothèque : 1 196 500,00 € (Capital restant dû 1 963 463,95 €)

Gibertin

- Hypothèque : 3 452 794,00 € (Capital restant dû 3 169 497,36 €)
- Hypothèque : 7 252 797,50 € (Capital restant dû 5 885 873,02 €)

Siège Social

- Nantissement placement financier : 500 000,00 € (Capital restant dû 1 018 024,62 €)

FV La Rogerie

- Nantissement placement financier : 350 000,00 € (Capital restant dû 591 666,71 €)

Engagements reçus sur emprunts*F.A.M. Logis du Bois*

- Caution du Conseil Départemental de M&L : 1 092 871,48 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 1 963 463,95 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 1 781 042,50 € :
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 1 931 872,25 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 271 670,06 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 237 053,46 €
- Caution de la commune de Vernantes : 90 540,00 €
 - Caution couvrant 9 % du prêt
 - Capital restant dû : 237 053,46 €
- Caution SOGAMA : 412 460,00 €
 - Caution couvrant 41 % du prêt
 - Capital restant dû : 237 053,46 €
- Caution de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire : 1 092 871,48 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 1 963 463,95 €
- Caution de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire : 1 781 042,50 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt :
 - Capital restant dû : 1 931 872,25 €

Gibertin

- Caution du Conseil Départemental de M&L : 1 649 242,30 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 2 925 080,16 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 3 832 661,58 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 5 885 873,02 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 2 063 858,74 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 3 169 497,36 €
- Caution du Conseil Départemental de M&L : 550 000,00 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 873 888,56 €
- Caution de la commune de Chemillé en Anjou : 1 649 242,30 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 2 925 080,16 €
- Caution de la Commune de Chemillé en Anjou : 3 832 661,58 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 5 885 873,02 €

- Caution de la Commune de Chemillé en Anjou : 2 063 858,74 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 3 169 497,36 €
- Caution de la Commune de Chemillé en Anjou : 550 000,00 €
 - Caution couvrant 50 % du prêt
 - Capital restant dû : 873 888,56 €

I.M.E. La Monneraie

- Caution de la Commune de Chemillé en Anjou : 742 554,63 €
 - Caution couvrant 100 % du prêt
 - Capital restant dû : 658 491,87 €

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

ENGAGEMENT DE RETRAITE

Le montant des engagements de retraite au 31 décembre 2024 est estimé à 4 331 219 € représentant une dette actuarielle de 2 009 029 €. Il n'a été pris en compte aucune exonération de charges patronales sur le montant des indemnités de départ à la retraite en ce qui concerne le calcul du taux de cotisations ayant servi au calcul de l'engagement.

Les principales hypothèses retenues ont été les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 64 ans,
- Indemnités de fin de carrière conventionnelles :
 - 1 mois des derniers appointements si le salarié totalise dix années d'ancienneté au service de l'ALAHMI,
 - 3 mois des derniers appointements si le salarié a au moins quinze ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la CCN du 15 mars 1966,
 - 6 mois des derniers appointements si le salarié a au moins vingt-cinq ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la CCN du 15 mars 1966,
- Table de mortalité suivant les statistiques fournies par l'INSEE (TH-TF 00-02),
- Taux de turn over :
 - 12,94 % entre 16 et 22 ans
 - 10,59 % entre 23 et 27 ans
 - 8,64 % entre 28 et 32 ans
 - 6,01 % entre 33 et 37 ans
 - 3,58 % entre 38 et 42 ans
 - 2,09 % entre 43 et 47 ans
 - 0 % à partir de 48 ans
- Taux d'évolution de la monnaie : 3,50 %,
- Taux de charges sociales : 50 %,
- Taux d'évolution des salaires : 2,00 %.

Il a été constitué depuis 2010 une provision pour indemnités de départ en retraite. Le montant de celle-ci, ne couvrant pas la totalité des engagements, a été inscrit dans un compte de fonds dédiés à compter de l'exercice 2016. Son solde au 31 décembre 2024 est d'un montant de 59 563,68 € pour les établissements relevant de l'ARS et nul pour les établissements relevant du Conseil Départemental.

Courant 2018, a été mis en place un contrat d'assurance (hors bilan) permettant d'optimiser les indemnités de fin de carrière et de gérer l'évolution du passif social de l'association. Au 31 décembre 2024, le capital constitué s'élève à 1 479 964 €.

Au regard de la dette actuarielle, la somme de 469 501 € n'est pas couverte par les fonds dédiés et le contrat d'IFC.

RÉMUNÉRATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES SALARIÉS ET BÉNÉVOLES

Le montant global des sommes versées (rémunérations directes ou indirectes) aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés de l'association, au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2024, conformément aux dispositions de l'article 20 de la Loi 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, ressort à la somme de 266 693,97 €.

Les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération, seuls les frais engagés sont remboursés sur la base des frais réels.

COMPTE EPARGNE TEMPS (CET)

Lors de la mise en place des 35 heures, a été créé le principe d'un compte épargne temps. Après accord de l'employeur, certains jours de congés non pris au 31 décembre de chaque année peuvent être portés à un compte épargne temps.

Il existe donc à la date de clôture de l'exercice une obligation de l'ALAHMI à l'égard des salariés ayant ouvert un CET ; l'ensemble des jours affectés au CET de chaque salarié représente donc un passif social.

A compter de l'exercice 2016, l'ALAHMI a respecté les règles comptables en la matière conformément au règlement CRC n°99-03 relatif au Plan comptable général.

A la fin de chaque exercice, l'ALAHMI inscrit les sommes épargnées au titre des CET dans un compte de charge en contrepartie d'un compte de charges à payer.

Au 31 décembre 2024, la dette pour compte épargne temps s'élève à 235 860,83 € charges sociales comprises.

Les sommes inscrites en compte de charge à chaque fin d'exercice font l'objet d'un versement auprès du Crédit Agricole qui les placent dans un fonds commun de placement. Ce fonds commun de placement est destiné à couvrir les engagements relatifs à la dette de l'ALAHMI au titre du CET.

L'ALAHMI n'a pas la libre disponibilité de ces sommes qui ne peuvent être débloquées que lorsque les salariés font valoir leurs droits au paiement des jours de CET dans les cas limitativement prévus. De même ces sommes sont affectées de façon irrévocable au financement du CET et ne peuvent être utilisées pour un usage autre que le paiement des droits affectés au CET.

Le choix des placements réalisés par le Crédit Agricole s'impose à l'ALAHMI.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant toutes taxes comprises des honoraires du Commissaire aux Comptes comptabilisés en charges au cours de l'exercice s'élèvent à 26 500,00 € TTC.

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Au 31 décembre 2024 le montant des charges exceptionnelles constatées au titre de l'exercice se sont élevées à 959 986,24 € correspondant à :

- Des charges exceptionnelles sur opération de gestion pour 98 227,73 €.
- Des charges liées au relogement suite au sinistre du site de La Rogerie pour 360 791,55 €.
- Des charges liées à la réouverture du site de La Rogerie suite au sinistre pour 447 837,85 €.
- Aux valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés pour 53 129,11 €.

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Le montant des produits exceptionnels constatés au cours de l'exercice 2024 ont été de 1 468 507,40 € et sont issus de :

- Produits exceptionnels sur opération de gestion pour 185 123,07 €.
- Produits exceptionnels des indemnités d'assurance dans le cadre du sinistre de La Rogerie s'élevant à 811 681,69 €.
- Produits de cession d'éléments d'actif pour 12 000,00 €.
- Quote-part de subventions virées au compte de résultat pour 459 702,64 €.

RÉSULTATS PAR ÉTABLISSEMENT

Etablissement	Résultat comptable	Reprise résultat 2022	Résultat administratif
I.M.E. La Monneraie	-114 831,76	231 799,67	116 967,91
M.A.S. Le Gibertin	-455 817,39	0,00	-455 817,39
M.A.S. La Rogerie	-10 872,51	0,00	-10 872,51
Siège Social	14 686,48	0,00	14 686,48
I.M.E. Vallée de l'Anjou	187 386,08	297 265,05	484 651,13
S.E.S.S.A.D. Vallée de l'Anjou	17 980,42	0,00	17 980,42
S.A.V.A. Les Logis du Bois	-97 076,25	70 031,68	-27 044,57
F.V.	-148 779,48	-152 747,80	-301 527,28
Les Logis du Bois	-10 246,96	-39 635,72	-49 882,68
Le Gibertin	-164 225,78	-104 294,53	-268 520,31
La Rogerie	25 693,26	-8 817,55	16 875,71
F.A.M.	-308 400,76	0,00	-308 400,76
Hébergement Chemillé	-159 473,97	0,00	-159 473,97
Hébergement Vernantes	-105 351,46	0,00	-105 351,46
Soins Chemillé	-66 269,19	0,00	-66 269,19
Soins Vernantes	22 693,86	0,00	22 693,86
Association	0,00	0,00	0,00
CUMUL	-915 725,17	446 348,60	-469 376,57
CUMUL (Hors Cretons)			-1 088 943,43

INFORMATIONS ANNEXES
MÉDAILLE DU TRAVAIL

Les engagements pour médaille du travail n'ont pas fait l'objet de provision.

AVANTAGES EN NATURE

L'éducation nationale a mis à disposition gratuite à l'IME La Monneraie un instituteur à temps plein pendant l'année scolaire depuis 2020 et à l'IME Vallée de l'Anjou un instituteur à temps plein depuis septembre 2007. Le montant de cette prestation n'a pu être évaluée et ne figure donc pas au pied de bilan.

REÇUS FISCAUX AU TITRE DES DONS

Suite à la demande de l'ALAHMI auprès des services fiscaux, l'association est reconnue d'intérêt général depuis le 10 mars 2011. Cette reconnaissance autorise l'association à délivrer des reçus fiscaux au titre des dons.

Au cours de l'exercice 2024, 136 reçus fiscaux ont été délivrés dans le cadre d'opérations de mécénat représentant 26 539,00 €.

RÉGIME FISCAL

L'ALAHMI est formée sous le statut d'association relevant de la loi de 1901. Elle possède une qualification d'intérêt général de par la nature de ses missions, de ce fait il n'y a pas de fiscalité qui s'applique au titre de l'impôt sur les sociétés. Seules les plus-values financières sont soumises à l'impôt sur les sociétés.

EFFECTIF MOYEN EN PERSONNES PHYSIQUES

Année	CDD		CDI		TOTAL		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
2024	3	9	72	332	75	341	416
2023	3	17	72	317	75	334	409

L'effectif moyen est issu de la moyenne des personnes physiques présentes chaque mois et ne tient compte que des personnes disposant d'un contrat de travail signé avec l'association. Aucun personnel intérimaire ou détaché n'entre dans le calcul de cette moyenne.